

Saint-Denis parano

M le magazine du Monde | 11.10.2013 à 11h56 • Mis à jour le 12.10.2013 à 20h32 |

Par Louise Couvelaire



Plus de 50 000 salariés se rendent chaque jour à La Plaine-Saint-Denis. | Gabriel Jones pour M le magazine du Monde

Les patrons ont tout entendu. Les hoquets d'effroi, les cris d'indignation, les appels à la résistance et les questions les plus absurdes. *"Ils vont nous attaquer !", "On va tous se faire agresser !", "Vous avez pensé à renforcer les murs pour empêcher les voitures-béliers de défoncer l'immeuble ?"...* Lorsqu'une entreprise annonce à ses salariés qu'elle déménage à La Plaine-Saint-Denis, dans le 93, la panique peut virer au délire. *"Furieux, certains cadres ont tout cassé dans leurs bureaux"*, murmure ce salarié de la SNCF. La compagnie de chemins de fer vient d'installer son siège - et 1 500 employés avec - avenue François-Mitterrand, sur le parvis de la station du RER D. Environ 3 000 cadres, qui seront répartis dans trois immeubles, vont les suivre dans les deux prochaines années. *"On a beau enchaîner les réunions d'information et expliquer à nos collaborateurs que tout se passe bien sur place, ils nous accusent de leur mentir"*, raconte Vianney Elzière, directeur de l'immobilier et de la sécurité chez SFR, dont près de 4 000 collaborateurs s'appêtent à emménager dans un gigantesque campus flambant neuf à quelques dizaines de mètres de la SNCF.

D'ici à 2015, ces bâtiments accueilleront jusqu'à 8 500 salariés. Un peu partout dans le quartier d'affaires de La Plaine, aux portes de Paris, les pouvoirs publics affichent leur enthousiasme sur des panneaux géants : *"20 000 salariés attendus"*, *"Des entreprises et des emplois"*, *"Des commerces de proximité"*, *"Jeune, populaire, créative : Saint-Denis bâtit le XXI^e siècle !"*... Un optimisme qui tranche avec l'angoisse des futurs arrivants. Convaincus qu'ils sont expédiés en zone de guérilla urbaine, ils tremblent pour leur sécurité. Associations, pouvoirs publics et forces de l'ordre sont aux petits soins. L'enjeu est de taille : du bien-être des salariés dépend l'avenir de Saint-Denis.

SALARIÉS EFFRAYÉS PAR LES FAITS DIVERS

Studios de cinéma et de télévision, agence de publicité, compagnie aérienne, banques, assurance, opérateurs, entreprises publiques... Depuis la construction du Stade de France, en 1998, La Plaine a attiré plus de 50 000 salariés. Au point que les stations de RER sont saturées. Si les entreprises s'y précipitent, attirées par des terrains disponibles à un prix raisonnable près de Paris et par la proximité d'aéroports, elles peinent à vendre la Seine-Saint-Denis à leurs salariés effrayés par les faits divers. Opérations de police musclées, trafic de stupéfiants, guerre de gangs... *"Le département pâtit d'une très mauvaise image, déplore Stéphane Troussel, le président socialiste du conseil général. Quand on ne connaît pas le territoire, on en a une vision déformée, exagérée, même si certaines craintes sont fondées."*

L'histoire des mésaventures des salariés d'Orange Business Services s'est répandue comme une traînée de poudre. Dans les deux années qui ont suivi son installation, en 2009, au pied de la station du RER B, onze collaboratrices ont été agressées. *"Nous sommes suréquipés en matériel numérique dernier cri, ce qui fait de nous des cibles de choix"*, affirme Sébastien Crozier, délégué CFE CGC-UNSA. A la même époque, plusieurs salariés de Generali, installés à quelques mètres du RER D, ont eux aussi été victimes de vols avec violence.

Si l'assureur a alors fait passer une note à ses troupes, Orange a publié un guide de conseils de sécurité qu'il distribue depuis à tous ses salariés : pas de téléphone portable dans la rue, pas de sacoche à ordinateur avec le logo de l'entreprise, pas de bijoux, ne pas retirer d'argent au distributeur situé sur le parvis du RER, éviter de fumer sur le trottoir et privilégier les sorties en groupe. *"Résultat : on ne va nulle part, on vit retranché dans nos murs, on ne sort que pour aller au RER"*, déplore Thierry Chatelier, secrétaire du CE. *"C'est rentré dans les mœurs mais ce n'est pas normal."* *"Le taux de présence a chuté, de nombreux salariés choisissent de travailler chez eux"*, renchérit Sébastien Crozier. Pourtant, depuis deux ans, aucun salarié n'a été agressé. Mais le sentiment d'insécurité a pris le dessus. D'autres entreprises, comme Generali, Vente-privee.com, la BNP ou Veolia ont opté

pour un système de navettes qui conduisent les salariés de leur siège social aux transports en commun.

UNE DIZAINE DE MÉDIATEURS AUX SORTIES DES RER B ET D

Afif Hamouda, 28 ans, est un habitué du quartier. Il est né dans le "9-3" et ne l'a jamais quitté. Il connaît son département comme sa poche, ses rues, ses habitants et ses habitudes. Aujourd'hui, il y travaille. Cela fait deux ans qu'il est là, posté aux sorties des RER B et D, matin et soir, avec sa veste rouge et sa dizaine d'acolytes médiateurs. Si, au début, les salariés traçaient leur route, tête baissée, sans lui adresser la parole, désormais, ils l'appellent par son prénom et lui offrent des croissants.

Il est devenu une figure de La Plaine, un visage rassurant dans un territoire jugé hostile. Il guette les indésirables et traque les "faux pas" des salariés. S'il repère une femme avec un portable à l'oreille ou son sac ouvert, il se précipite pour lui suggérer de remettre sa conversation à plus tard et de garder ses effets personnels à l'abri des regards. *"La Plaine n'est pas le coupe-gorge auquel les salariés s'attendent, mais il faut respecter certaines consignes de sécurité"*, explique-t-il. Aujourd'hui, la plupart des entreprises installées à La Plaine font appel aux services de ces médiateurs. Un certain nombre d'entre elles se sont regroupées au sein d'une association baptisée "Plaine Action Entreprises" afin de mutualiser les coûts. *"Chez nous, la facture oscille entre 30 000 et 40 000 euros par an, souligne Thierry Chatelier, le secrétaire du CE d'Orange Business Services. Avec les vigiles aux entrées, le maître-chien qui fait le tour du bâtiment en permanence et les caméras de surveillance, au total, nous déboursions 200 000 euros chaque année pour assurer notre sécurité."*

SOLUTIONS UBUESQUES

Ces mesures de précaution font craindre le pire aux futurs arrivants. Au point d'envisager des solutions ubuesques. Le bruit court que la SNCF aurait songé à construire une passerelle privative reliant les quais du RER D au siège. *"Cela n'a jamais fait partie de la stratégie de la SNCF, rectifie Eric Chollet, délégué CFDT. La direction avait lancé l'idée, un peu inconsciemment, lors d'une réunion houleuse, mais il n'en a jamais été sérieusement question."* Il n'en reste pas moins que l'entrée principale, prévue initialement rue des Cheminots, a été déplacée avenue François-Mitterrand, sur le parvis du RER D, afin d'éviter aux salariés de faire quelques pas supplémentaires. *"La direction de l'ingénierie est installée ici depuis des années et ils ne sont pas morts !"*, ironise Eric Chollet.

Depuis un an, environ 600 salariés de SFR sont allés, avec l'office du tourisme, visiter le quartier, puis le chantier. *"Ceux qui ont vu les lieux sont rassurés, nous espérons qu'ils font passer le mot"*, dit le directeur de l'immobilier et de la sécurité. Christian Meyer, commissaire de Saint-Denis,

est un homme débordé. Pas un jour ne se passe sans qu'une entreprise sollicite ses conseils. *"Nous sommes submergés de demandes. J'anime chaque semaine des séances d'information et de prévention au sein des entreprises et j'essaie de faire la part des choses entre la psychose et la réalité."*

En 2010, la ville de Saint-Denis, qui compte près de 107 000 habitants, enregistrait 2 000 vols avec violence, le principal fléau. En 2013, selon les projections, elle en comptera 1 500. *"Nous sommes sur une tendance baissière forte"*, se félicite le commissaire. Le quartier d'affaires de La Plaine totalise 10 % de ces agressions, soit environ 150 faits, dont 90 % commis sur des femmes. *"Il n'y en a pas moins à La Défense !"*, affirme Christian Meyer.

LES ENTREPRISES VIVENT REPLIÉES SUR ELLES-MÊMES

Avec ses rues bordées de peupliers, ses trottoirs immaculés et ses immeubles de bureaux rutilants, côté RER D, La Plaine ressemble à une enclave propre au sein de laquelle les entreprises vivent repliées sur elles-mêmes, en autarcie. Service de conciergerie, restaurants d'entreprise, cafétérias internes... Tout est conçu pour que les salariés puissent vivre sans sortir le bout de leur nez. C'est le cas du "campus SFR", le plus gros chantier de bureaux en Ile-de-France. Etalé sur 4,2 hectares, entre l'A86 et l'A1, il offrira à ses salariés un auditorium de 300 places, un gymnase avec terrain de basket, de handball et de volley-ball, des salles de fitness et de danse, des jardins, loggias et terrasses végétalisées, quatre restaurants d'entreprise et 70 cafétérias, et un parking de 1 600 places. Un véritable havre retranché derrière une clôture de 2,40 mètres de hauteur.

Dans le quartier, les commerces de proximité et les restaurants se font rares. *"La première boulangerie est à 2,5 kilomètres !"*, précise Thierry Chatelier chez Orange. *"Nous sommes dans un no man's land où l'on parque des cols blancs sans penser leur intégration dans la communauté."* « *C'est normal*, rétorque Pierre Quay-Thévenon, vice-président de Plaine commune, chargé du développement économique. *Le quartier est toujours en cours d'aménagement, l'offre commerciale arrive une fois que la clientèle est là. Si nous réussissons à renverser le sentiment d'insécurité et que le contexte s'apaise, les salariés sortiront de leur entreprise et les commerces arriveront."* *"Avec l'image que traîne la Seine-Saint-Denis, ça prend du temps"*, analyse Isabelle Idier, directrice de l'association Partenaires pour la ville, qui chapeaute les médiateurs. Sauf que le temps presse.



Des salariés de Veolia attendent la navette qui les mènera jusqu'aux transports en commun. Un service mis en place par plusieurs entreprises. | Gabriel Jones pour M le magazine du Monde

"Nous sommes au coeur du Grand Paris, nous avons des atouts extraordinaires, c'est ici que ça va se passer mais c'est maintenant que ça se joue, s'enthousiasme Stéphane Troussel, le président du conseil général. Il faut que le développement économique profite davantage à la population locale." En 2008, 27 % des habitants actifs de la ville de Saint-Denis travaillaient dans le département. Aujourd'hui, ils sont 32 %. Mais le taux de chômage reste à un niveau élevé, autour de 17 %, selon la mairie. Certaines entreprises ont signé la charte entreprise-territoire, destinée à favoriser les liens avec la population, en s'engageant notamment à recruter localement, mais la partie s'annonce difficile. Les initiatives se multiplient, mais le processus est laborieux. Ces deux mondes ne se fréquentent toujours pas, ou peu...

Lorsque La Plaine-Saint-Denis a décidé de miser sur ses atouts pour attirer les sociétés, elle était loin d'imaginer que les salariés compteraient parmi les plus fidèles clients d'un autre marché local : celui de la fumette. Plus besoin d'aller loin pour se fournir, les vendeurs de marijuana sont aux portes des entreprises. *"Avec l'arrivée massive de salariés, le trafic de cannabis a considérablement augmenté"*, confirme le commissaire Meyer. La police a fait appel au service des douanes, qui peuvent infliger jusqu'à 500 euros d'amende pour décourager les consommateurs en costume-cravate. Il y a quelques mois, une première opération, menée au carrefour Pleyel, a révélé que trois acheteurs sur quatre étaient des salariés. Et le trafic s'intensifie en fin de semaine. *"Les cols blancs font leur réserve pour le week-end"*, constate Christian Meyer. Cela les aide peut-être à se détendre. A moins qu'ils ne deviennent encore plus paranos.

Louise Couvelaire

